

WeTransfer: l'outil star des entreprises voulait exploiter leurs données

Numérique Une mise à jour de ce service de transfert de fichiers a provoqué un tollé. Ce «bad buzz» pourrait lui être fatal.

C'est un simple paragraphe, innocemment intitulé «Clause 6.3», qui aurait pu rester noyé dans cette obscure jungle des termes juridiques que presque personne ne lit. Sauf que plusieurs individus ont haussé le sourcil en le découvrant. Il y a quelques jours, le service d'envoi de fichiers volumineux WeTransfer a en effet mis à jour ses conditions générales d'utilisation (CGU), manifestement en toute discrétion. Un peu trop, peut-être.

Ne requérant pas d'acceptation écrite de la part des utilisateurs et ne proposant pas

d'options alternatives, la société néerlandaise, rachetée par une compagnie italienne fin 2024, faisait ainsi figurer un nouveau passage stipulant que les données privées transitant par le service seraient, dès le 8 août 2025, utilisées par la société: «Dans le but de faire fonctionner, développer, commercialiser et améliorer le service ou de nouvelles technologies ou services, y compris pour améliorer les performances des modèles d'apprentissage automatique qui renforcent notre processus de modération de contenu, conformément à la

politique de confidentialité et aux cookies.»

En clair, WeTransfer semblait soudain s'arroger le droit de livrer le data de ses clients à son outil d'intelligence artificielle pour l'entraîner. Comme on pouvait s'en douter... branle-bas de combat dans les milieux technologiques et économiques.

Existant depuis plus de dix ans, WeTransfer est en effet un service très couramment utilisé par les entreprises et les administrations du monde entier.

Chaque jour, une vaste quantité de données, souvent sen-

sibles, stratégiques ou frappées du sceau de la propriété intellectuelle transite via les serveurs de la compagnie italienne. Que cette dernière se permette d'exploiter du data censé ne pas s'échapper des canaux de communication cryptés passait pour une aberration.

IA et business

Face à la polémique planétaire, WeTransfer s'est alors fendu d'un communiqué expliquant que la phrase incriminée avait été mal comprise. Le passage pointé du doigt dans les CGU a depuis été

modifié. Juste un petit malentendu, alors?

«Je ne pense pas, car la mise à jour des conditions d'utilisation était vraiment explicite, elle stipulait noir sur blanc que le data pouvait servir pour nourrir l'IA, lance l'avocat Sébastien Fanti, ancien préposé à la protection des données. Il n'y avait peut-être pas d'intention malveillante derrière ça, le but était sans doute de se faire un peu d'argent avec leurs données.»

En rachetant WeTransfer, l'acquisiteur italien avait dit vouloir couper jusqu'à trois quarts des

effectifs de l'entreprise, signe possible que celle-ci n'est plus si rentable dans son modèle actuel.

«Le problème est que cette tentative de passage en force va tuer la compagnie. Elle a détruit en quelques jours une réputation bâtie pendant une décennie, analyse Sébastien Fanti. Même en faisant marche arrière et en prétextant que le passage problématique était juste maladroïtement rédigé, le mal est fait, car les entreprises risquent de ne plus avoir confiance.»

Nicolas Poinot